



DÉCLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 14 JANVIER 2022

Monsieur le Président,

Dans ses vœux du nouvel an, M. Fournel nous remercie pour le travail exceptionnel que les agents de la DGFIP ont accompli. Il indique qu'ils ont été et sont indispensables. Il annonce que sans eux, la crise aurait été pire et qu'une fois encore nous avons su nous adapter.

Et qu'avons-nous pour tout remerciement ? Une enveloppe de 25 millions d'euros généreusement accordés en guise d'aumône pour nos bons et loyaux services. Une misérable prime, versée une seule fois, alors que le pouvoir d'achat des agents s'est considérablement érodé ces dernières années du fait de l'inflation, entraînant une perte de près de 25 % de leur rémunération. Comparé aux 15 milliards d'euros qui viennent d'être distribués au ministère de l'Intérieur, les bons vœux de notre directeur Général nous paraissent déplacés et méprisants.

Les agents de la DGFIP vont également être gratifiés d'une suppression de 1500 postes supplémentaires. Quatre pour la Meuse. Alors que les services sont exsangues, que les conditions de travail des agents se dégradent d'année en année, que leur stress au travail augmente, on leur en rajoute encore une couche. Alors que leur frustration augmente du fait de l'impossibilité d'accomplir toutes leurs tâches dans un délai raisonnable, du sentiment de la dégradation du service rendu, du fait de devoir « bâcler » leur travail faute de temps, on supprime d'autres emplois.

A cela se rajoute la restructuration de 4 services :

- la fermeture de la trésorerie de SAINT-MIHIEL,
- la fermeture de la trésorerie d'ETAIN,
- la fermeture du SIE de VERDUN, rattaché à BAR LE DUC,
- la mise sous tutelle du SIP de COMMERCY rattaché à la gestion de BAR LE DUC.

Il n'est pas utile que nous vous décrivions une fois de plus **les conséquences désastreuses** et l'impact sur les conditions de vie au travail de vos agents et la grande difficulté de l'accès au service public pour tous les usagers.

L'action menée hier, le 13 janvier 2022, devant vos bureaux a dénoncé le mépris dont notre Direction Générale fait preuve face à la souffrance des agents et au découragement de nos usagers.

Alors nous disons STOP !

Nous ne perdrons pas notre temps à siéger à ce CTL et vous laissons régler le plan social annuel qui est reconductible à la DG !